

**Assemblée générale**

Distr. générale
14 novembre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 148 de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires**du financement des opérations de maintien
de la paix des Nations Unies****Rapport sur l'exécution du budget de la Base
de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi
(Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013
au 30 juin 2014****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Exécution du mandat	4
A. Vue d'ensemble	4
B. Utilisation des crédits	5
C. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	8
D. Tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats	9
III. Exécution du budget	21
A. Ressources financières	21
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	22
C. Évolution des dépenses mensuelles	22
D. Autres recettes et ajustements	23
E. Contributions non budgétisées	23
IV. Analyse des écarts	23
V. Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique	25
VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	27



Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 et l'objectif de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi est mise en évidence dans les tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats correspondant à la composante appui.

Au cours de la période à l'examen, la Base a continué de regrouper et de rationaliser ses moyens et fonctions d'appui existants dans le cadre de sa conversion en Centre de services mondial.

Au cours de l'exercice, le Centre de services mondial a engagé des dépenses d'un montant de 68,5 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 100 % (à l'exercice précédent, les dépenses s'étaient élevées à 68,6 millions de dollars et le taux d'exécution à 100 %).

Le déficit constaté au titre du personnel civil résulte principalement de la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro et du fait que les taux de vacance de postes du personnel recruté sur le plan international et sur le plan national sont plus faibles que ce qui était prévu au budget. La sous-utilisation des crédits affectés aux dépenses opérationnelles est principalement imputable aux postes communications, consultants et installations et infrastructures, comme il est précisé à la section III du présent rapport.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Personnel civil	42 131,0	44 010,1	(1 879,1)	(4,5)
Dépenses opérationnelles	26 386,0	24 486,1	1 899,9	7,2
Total brut	68 517,0	68 496,2	20,8	0,0
Recettes provenant des contributions du personnel	5 916,4	6 436,1	(519,7)	(8,8)
Total net	62 600,6	62 060,1	540,5	0,9
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	68 517,0	68 496,2	20,8	0,0

Le taux d'occupation des postes a augmenté par rapport à l'exercice précédent pour le personnel recruté sur le plan international et le personnel recruté sur le plan national.

Exécution du budget: ressources humaines

<i>Catégorie</i>	<i>Taux de vacance en 2012/13 (pourcentage)^a</i>	<i>Effectif approuvé (2013/14)^b</i>	<i>Effectif réel (2013/14) (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance en 2013/14 (pourcentage)^a</i>
Personnel recruté sur le plan international	15,4	130	114	12,3
Personnel recruté sur le plan national	6,3	284	270	4,9
Emplois de temporaire ^c				
Personnel recruté sur le plan national	33,3	6	4	33,3

^a Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

^b Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^c Financés sur les ressources affectées au Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Le présent rapport rend également compte de l'utilisation faite des stocks pour déploiement stratégique pendant l'exercice considéré.

Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.)

<i>Catégorie</i>	<i>Livrés^a</i>	<i>Dépenses</i>
Stocks pour déploiement stratégique	23 700,2	50 799,0

^a Valeur de remplacement.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre VI du présent rapport.

I. Introduction

1. Présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 1^{er} février 2013 (A/67/722), le budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) (BSLB) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 s'élevait à un montant brut de 68 886 000 dollars (montant net : 62 914 900 dollars). Dans son rapport sur la question (A/67/780/Add.10), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que le montant brut de 68 517 400 dollars (montant net : 62 601 000 dollars) soit approuvé pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.

2. Par sa résolution 67/288, l'Assemblée générale a approuvé un montant brut de 68 517 000 dollars (montant net : 62 600 600 dollars) pour la BSLB pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014. Le montant a intégralement été mis en recouvrement auprès des États Membres.

3. Dans sa résolution 56/292, l'Assemblée générale avait souscrit au concept de stocks pour déploiement stratégique, tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 mars 2002 (A/56/870), et à son application aux fins du déploiement d'une mission complexe, et avait approuvé un montant de 141 546 000 dollars à cet effet. Les stocks pour déploiement stratégique permettent de déployer des missions rapidement et de réduire les délais de livraison du matériel dont les missions ont immédiatement besoin lorsqu'elles sont créées ou élargies. Ils constituent une réserve de matériel renouvelable gérée de façon dynamique et constamment évaluée de manière à répondre aux besoins changeants des opérations. Dans sa résolution 59/299, l'Assemblée a approuvé l'intégration des coûts de reconstitution de ces stocks au montant de l'autorisation d'engagement de dépenses mentionnée au paragraphe 1 de la section IV de sa résolution 49/233 A. Dans sa résolution 64/269, elle a décidé que, si une décision du Conseil de sécurité concernant la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix obligeait le Secrétaire général à engager des dépenses, celui-ci était autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à utiliser les stocks pour déploiement stratégique disponibles jusqu'à concurrence d'une valeur de 50 millions de dollars, les stocks devant être reconstitués lorsque le crédit initial aurait été ouvert. Dans sa résolution 66/266, l'Assemblée a décidé qu'un montant de 50 millions de dollars provenant du transfert de stocks pour déploiement stratégique serait déduit de celui des ressources à prévoir au titre de la Base de Brindisi pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013.

II. Exécution du mandat

A. Vue d'ensemble

4. À l'origine, le Département des opérations de maintien de la paix utilisait le Dépôt de l'Organisation des Nations Unies, d'abord situé à Naples puis transféré à Pise (Italie). Ce dépôt avait été créé pour abriter le matériel devenu disponible après la liquidation de la première Force d'urgence des Nations Unies en 1956. La Base de soutien logistique des Nations Unies est installée à Brindisi depuis la fin de 1994.

5. Le 23 novembre 1994, le Secrétaire général et le Gouvernement italien ont signé un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des biens et des installations de Brindisi par l'Organisation. Un premier additif, signé le 7 décembre 2001, concernait la donation de trois nouveaux entrepôts. Un deuxième, concernant la cession de locaux et de terrains supplémentaires à la Base par le Gouvernement italien, a été signé le 4 août 2008. Un troisième, concernant la cession de six bâtiments et d'un terrain non bâti, a été signé le 23 novembre 2011. Un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des installations de Valence (Espagne) par l'Organisation des Nations Unies a été signé par le Secrétaire général et le Gouvernement espagnol le 28 janvier 2009.

6. Au cours de la période à l'examen, la base de soutien logistique a continué de regrouper et de rationaliser ses moyens et fonctions d'appui existants dans le cadre de sa conversion en Centre de services mondial. L'objectif du Centre est de garantir la bonne gestion des opérations de maintien de la paix et de leur apporter un appui efficace et rationnel, à toutes les étapes de leur cycle de vie. Regroupant la Base de soutien logistique et la Base d'appui des Nations Unies à Valence, il constitue une entité unifiée qui permet à l'Organisation d'offrir aux missions les services améliorés, plus rapides, plus efficaces et plus économiques dont elles ont besoin.

7. Dans le cadre de cet objectif global, le Centre a participé à trois réalisations escomptées au cours de l'exercice budgétaire, en exécutant les produits clefs qui s'y rapportent, tels qu'indiqués dans les tableaux du cadre de budgétisation ci-après. Ceux-ci sont regroupés par unités fonctionnelles : Service de l'appui à la base, Service de la logistique, Service de l'informatique et des communications et unités du Département des opérations de maintien de la paix hébergées à la Base, à savoir Force de police permanente, Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et Service intégré de formation.

8. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2013/14 par rapport aux réalisations escomptées présentées dans le cadre de budgétisation axée sur les résultats correspondants. En particulier, y sont mis en regard, d'une part les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

9. Au cours de l'exercice considéré, la Base a réalisé les objectifs d'étape suivants :

a) Examen des plans-type pour l'installation d'un camp de 200 personnes, d'une base de 1 000 personnes, d'un avant-poste de 50 personnes, d'une base de soutien logistique et d'une base aérienne; appui à neuf missions grâce au déploiement de différents modules : approvisionnement en eau et traitement des eaux usées, fosses septiques, unités de petites réparations et d'entretien, systèmes d'information géospatiale à déploiement rapide, logements et locaux à usage de bureaux, cuisine et restauration, approvisionnement en énergie standard et blocs sanitaires;

b) Déploiement et mise en service de l'interface et de l'infrastructure d'accès des systèmes d'hébergement d'Umoja.

10. Le Service de la logistique a mené à bien les activités suivantes :

a) Déploiement dans les missions d'équipes d'appui chargées de seconder les missions dans différents domaines;

b) Organisation d'activités de formation répondant aux besoins des missions sur le terrain, notamment d'un cours pilote pour le programme de formation destiné aux services demandeurs;

c) Processus de liquidation réussi à diverses étapes de cinq missions;

d) Élaboration de cahiers des charges pour de grands travaux de génie à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA);

e) Soutien technique pour le démarrage des activités de la MINUSMA, de la MINUSCA, du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest (BRSAO), de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) et de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs;

f) Examen technique de 41 projets d'ingénierie pour les missions des Nations Unies.

11. Le Service de l'informatique et des communications a mené à bien un certain nombre de projets importants, parmi lesquels :

a) La poursuite de la mise en œuvre de mécanismes de basculement automatique et structuré en cas de défaillance à partir d'une configuration selon laquelle les bases de Brindisi et de Valence sont toutes les deux actives et se répartissent la charge, et la fusion des infrastructures des deux sites en un seul centre de télécommunications afin d'assurer aux missions des services essentiels de visioconférence, de liaisons satellitaires et de messagerie électronique;

b) La mise en place d'un système centralisé de messagerie haute disponibilité pour toutes les missions;

c) Le déploiement de l'infrastructure de télécommunications nécessaire pour que tous les lieux d'affectation hors siège aient accès au système Umoja;

d) La mise au point et l'installation en République centrafricaine, par une équipe de déploiement rapide, de systèmes informatiques « clefs en main » nécessitant une présence minimale.

12. Le Service de l'appui à la Base a mené à bien les activités suivantes :

a) Aide à la MANUL dans les domaines administratif et financier, ainsi que dans celui des ressources humaines, les titulaires de certains postes de la MANUL travaillant dans les bureaux des sections correspondantes du Centre de services mondial;

b) Appui au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) et au BRSAO dans le domaine de la passation de marchés, notamment la planification des achats;

c) Mise à jour d'un catalogue des différentes formations proposées par le Centre de perfectionnement et de services de conférence;

d) Appui au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel, dans le domaine des ressources humaines et des finances.

13. Les unités hébergées du Département des opérations de maintien de la paix ont mené à bien les activités suivantes :

Force de police permanente

a) Appui au démarrage des composantes police de deux nouvelles missions de maintien de la paix, la MINUSMA et la MINUSCA, avec notamment la participation de hauts responsables lors de la phase de lancement en ce qui concerne la MINUSCA;

b) Appui à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), à l'antenne du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Tchad, au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL), à la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine/MINUSCA, au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) et à la MANUL;

c) Réalisation d'évaluations, aide à la réalisation d'évaluations et présentation de recommandations pour l'exécution du mandat de la police, en particulier mission d'évaluation technique en République centrafricaine et à la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM);

d) Élaboration de rapports d'examen ou d'évaluation à l'appui du mandat de la Division de la police;

Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires

e) Appui au démarrage de la MINUSMA, de la MINUSCA et de la MANUSOM, et appui aux missions existantes, à savoir la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), la MINUSTAH, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), la MANUA, le BINUCA et la MANUL);

f) Bilan et évaluation des opérations de la MANUSOM et de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA);

Service intégré de formation

g) Organisation de cours de formation du personnel civil préalable au déploiement à l'attention de 353 fonctionnaires;

h) Aide à l'Équipe d'appui à la formation sur le terrain du Siège pour l'organisation de visites à la MINUSMA et à la FISNUA visant à prodiguer des conseils aux fins de l'amélioration de la formation du personnel, dans le respect des normes et priorités relatives à la formation en matière de maintien de la paix;

- i) Contribution à l'élaboration de supports pour les formateurs des missions.

C. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

14. La Base de soutien logistique a assuré des liaisons par satellite et apporté un appui informatique pour plusieurs formations organisées par le Programme alimentaire mondial (PAM) à la base de San Vito. Le Service de l'informatique et des communications a en outre continué à apporter un appui aux services de téléphonie par Internet (VoIP) et de transmission de données de l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies du PAM. Le Centre international de calcul et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) ont bénéficié de services dans les domaines de l'informatique, de la téléphonie par Internet et des réseaux informatiques.

15. Dans sa résolution 67/288, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de présenter dans son prochain rapport sur l'exécution du budget des informations sur les relations entre le Centre de services mondial et les autres entités des Nations Unies. La coopération avec d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres services du Secrétariat, s'est diversifiée et renforcée, des services d'informatique et d'appui aux conférences ayant été assurés aux entités suivantes : Office des Nations Unies à Nairobi, Office des Nations Unies à Genève, Office des Nations Unies à Vienne, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau de l'informatique et des communications du Département de la gestion du Secrétariat, Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Commission économique pour l'Afrique, Tribunal pénal international pour le Rwanda, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Cour pénale internationale, Bureau des Nations Unies au Burundi, Programme des Nations Unies pour l'environnement, programme de Volontaires des Nations Unies, PNUD, Fonds des Nations Unies pour la population, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la Santé, Organisation mondiale du commerce, Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, CNUCED, Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, Université des Nations Unies, Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, Agence internationale de l'énergie atomique, Organisation internationale du Travail, Organisation internationale de normalisation, Centre international de calcul, Corps commun d'inspection et Commission internationale contre l'impunité au Guatemala. Des services ont également été assurés à la Banque mondiale, à l'Institut africain de développement économique et de planification et à l'Union africaine.

D. Tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration de l'appui opérationnel et technique apporté aux missions de maintien de la paix et aux autres opérations sur le terrain

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Prestation de services d'appui logistique et administratif au Centre de services mondial et aux missions, conformément au portefeuille de services du Centre et aux normes de prestation de services établies

Objectif atteint. Les services d'appui logistique et administratif ont été assurés conformément au portefeuille de services du Centre et aux normes de prestation de services établies.

1.1.2 Élaboration et application d'une méthode de gestion intégrée de la chaîne logistique

Objectif atteint partiellement. En participant aux activités du groupe de travail sur la gestion de la chaîne logistique, le Centre de services mondial a contribué à l'élaboration de la feuille de route.

1.1.3 Réseau longue portée disponible 99,9 % du temps

Objectif atteint. Le taux de disponibilité a été de 99,94 %.

1.1.4 Applications hébergées sur serveurs centraux disponibles 99,85 % du temps

Objectif atteint. Le taux de disponibilité a été de 99,99 %.

1.1.5 Réseau Umoja accessible 99,9 % du temps

Objectif atteint. Le réseau a été accessible 99,96 % du temps.

1.1.6 100 % des activités relatives à la sécurité aérienne pour la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) et le Centre de services mondial exécutées dans les délais impartis, preuves justificatives à l'appui

Objectif atteint. 100 % des activités relatives à la sécurité aérienne pour la MANUI, la FINUL, l'UNFICYP et le Centre de services mondial ont été exécutées dans les délais impartis, preuves justificatives à l'appui

1.1.7 Intégration complète du personnel et des fonctions délocalisés de la MANUL dans les structures et les services du Centre de services mondial

Objectif atteint partiellement. Intégration effectuée dans le domaine des finances. Pour ce qui est des achats et des ressources humaines, un travail de préparation supplémentaire est nécessaire et l'intégration ne sera effective qu'à la fin de 2014.

1.1.8 Progression de la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et du progiciel de gestion intégré Umoja

Objectif atteint. Progrès accomplis dans la mise en œuvre des normes IPSAS grâce à : a) la présentation des soldes d'ouverture en juillet 2013; b) la mise en place ou la modification de huit procédures opérationnelles permanentes pour tenir compte de la redéfinition des processus en vue de l'application des normes; et c) la formation de tous les membres du personnel concernés. La mise en œuvre du progiciel Umoja a progressé grâce : a) à l'appui prêté en vue de la mise en service d'Umoja dans le Groupe 2; b) à l'hébergement de formations de formateurs; et c) à des conseils technique à la demande

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Service de la logistique		
Réalisation d'une enquête initiale sur la question des délais dans la gestion de la chaîne logistique	Non	Les priorités en matière d'activités et de ressources ont été modifiées, l'accent étant mis sur le démarrage de la MINUSMA et de la MINUSCA. Toutes les activités relatives à l'enquête initiale ont depuis lors repris.
Réalisation d'une enquête initiale permettant de déterminer le niveau optimal des stocks de pièces détachées et des biens relevant du Centre de services mondial	Non	En raison d'un retard dans le recrutement, cette activité est différée.
Mise à la disposition des ingénieurs des missions, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, de la base de données techniques SharePoint et de la bibliothèque en ligne de normes techniques	Oui	Mise à la disposition des ingénieurs des missions, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, de la base de données techniques SharePoint et de la bibliothèque en ligne de normes techniques
Mise au point de la version 1-12 du modèle de planification des camps	1	Mise au point terminée
Appui technique à deux opérations du génie, sous la forme d'élaboration de documents techniques et de visites sur le terrain	25	Interventions Ce chiffre a dépassé les prévisions en raison de l'augmentation de la demande des missions.
Réalisation d'une enquête sur le taux de satisfaction des clients quant à la qualité de l'appui logistique	2	Enquêtes menées en juillet 2013 et mars 2014
Maintien en état de disponibilité permanente de 100 % des stocks pour déploiement stratégique de véhicules, de groupes électrogènes, de matériel et de matériaux	Oui	Maintien en état de disponibilité permanente de 100 % des stocks pour déploiement stratégique
Examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique permettant de répondre aux besoins en modules de services définis au préalable et d'assurer un renouvellement optimal des stocks	Oui	L'examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique a été mené à bien. Il a été proposé d'utiliser de nouveaux modules techniques et de les inclure dans la composition du stock.
Mise à l'essai, inspection, entretien et réparation de tous les articles des stocks pour déploiement stratégique et de la réserve de matériel de l'ONU et de tous les véhicules, groupes électrogènes et matériels du Centre de services mondial	Oui	Mise à l'essai, inspection, entretien et réparation de tous les articles des stocks pour déploiement stratégique et de la réserve de matériel de l'ONU et de tous les véhicules, groupes électrogènes et matériels du Centre de services mondial
Prestation de services de manutention au sol, de services d'information météorologique, d'une aide pour l'obtention de droits de circulation dans l'espace aérien italien et de services d'appui pour	54	Mouvements aériens ont bénéficié de services de manutention au sol.
	9	Autorisations diplomatiques ont été obtenues pour des mouvements aériens de l'ONU.

l'ensemble des moyens aériens du Centre de services mondial		Fourniture d'informations météorologiques par l'intermédiaire du service du contrôle de la circulation aérienne basé à l'aéroport de Brindisi
Planification et exécution centralisées de 100 % des transports aériens stratégiques de l'ONU	Oui	Planification et exécution centralisées de 100 % des transports aériens stratégiques de l'ONU
Contrôle et suivi de 100 % des vols de la flotte aérienne des Nations Unies	Non	80 % des vols contrôlés et suivis Chiffre inférieur aux prévisions en raison de l'absence de système de suivi des mobiles sur certains appareils militaires
Mise au point d'une base de données géospatiales normalisée (cartes à moyenne ou grande échelle) et tenue d'une source centrale de données sécurisée pour faciliter la mise au point d'applications géospatiales, visualisation des données géographiques et fourniture d'informations géographiques aux missions	1	Utilisation du modèle normalisé du Multinational geospatial co-production programme pour créer des cartes topographiques.
	1	Création de base de données géospatiales pour les villes et zones urbaines
	5	Missions appuyées : – MINUSMA : établissement d'une base de données géospatiales et d'un catalogue et de modèles de cartes – BINUCA et MINUSCA : production et livraison de cartes – ONUCI et MINUSS : travaux préliminaires en vue de la création d'une base de données géospatiales sur le théâtre d'opérations
Fourniture d'informations et de produits géographiques : analyses spatiales et analyses de terrain, prospection des eaux souterraines, formation et cartographie topographique, thématique et rapide	140	Feuille de cartes ont été produites.
	38	Feuille de cartes ont fait l'objet d'un contrôle de qualité.
	1	Prospection d'eaux souterraines pour la MINUSMA : 19 des 21 forages ont donné des résultats positifs.
	10	Études documentaires ont été réalisées en vue de la prospection d'eaux souterraines en République centrafricaine et un travail d'analyse spatiale et de modélisation a été effectué pour la sélection de 4 sites optimaux pour les camps de la MINUSCA.
	2	Cours de formation

Mise au point de 3 applications ou outils d'information géographique normalisés pour faciliter la prise de décisions

- 3 Produits :
- Intégration du prototype transport aérien du Centre des opérations aériennes au progiciel Field Support Suite
 - Outil de signalement, de cartographie et d'analyse des informations avec collecte et présentation de données à différentes échelles
 - Adaptation d'un service de cartographie en ligne pour les activités de planification de la MINUSCA

Service de l'informatique et des communications

Gestion technique des bandes passantes satellite, services de communication et appui à distance à un réseau satellitaire composé de 38 stations terrestres principales régionales, 395 stations éloignées satellitaires et 468 liaisons satellitaires entre les missions et entre les missions et les stations, au moyen de 13 répéteurs sur 4 satellites, et préparation de stations éloignées satellitaires

27 Stations terrestres principales régionales

Chiffre inférieur aux prévisions en raison de l'évolution de la topologie du réseau

374 Stations éloignées satellitaires

1 067 Liaisons satellitaires entre les missions et entre les missions et les stations

Ce chiffre dépasse les prévisions en raison de la location d'un répéteur supplémentaire et de l'ajout de liaisons pour la structure satellitaire d'Umoja.

14 Répéteurs sur 4 satellites

90 Applications centralisées

Ce chiffre est supérieur aux prévisions parce que de nouvelles applications doivent être hébergées.

Hébergement, maintenance et service d'assistance de 70 applications centrales pour toutes les missions et le Siège, le Secrétariat et des programmes des Nations Unies; Maintenance et gestion de l'acheminement des messages pour 55 000 boîtes aux lettres et réplique des fichiers courrier pour les opérations mondiales; Gestion d'un sauvegarde de 336 téraoctets pour la continuité des opérations et reprise après sinistre des missions, et gestion des systèmes et du stockage de 1 132 machines virtuelles, 247 serveurs physiques et 1 470 téraoctets de capacité de stockage des données

45 257 Boîtes aux lettres gérées; et réplique des fichiers courrier

Chiffre inférieur aux prévisions en raison du « nettoyage » effectué par les missions

650 Téraoctets sauvegardés pour la continuité des opérations et la reprise après sinistre des missions, et gestion des systèmes et du stockage de 1 999 machines virtuelles, 373 serveurs physiques et 2 041 téraoctets de capacité de stockage des données

Ce chiffre est supérieur aux prévisions parce que l'obligation d'héberger de nouvelles applications augmente la quantité des données.

Exploitation, appui et maintenance de l'infrastructure réseau couplée (Brindisi et Valence), qui comporte 61 routeurs, 224 commutateurs, 20 pare-feux, 122 pare-feux virtuels, 12 outils permettant d'exploiter des applications Web, 16 analyseurs de réseaux, 11 systèmes de détection des intrusions, 4 accélérateurs de réseau longue distance, 12 accès réseaux privés virtuels, 32 dispositifs VoIP et 58 articles de matériel pour visioconférences	65	Routeurs
	203	Commutateurs
	20	Pare-feux
	122	Pare-feux virtuels
	12	Outils permettant d'exploiter des applications Web
	11	Analyseurs de réseaux
		Chiffre inférieur aux prévisions en raison de l'optimisation et du regroupement des analyseurs de réseaux
	9	Systèmes de détection des intrusions
	4	Accélérateurs de réseau longue distance
	12	Accès réseaux privés virtuels
	64	Dispositifs de VoIP
		Chiffre supérieur aux prévisions, le réseau ayant été étendu en raison du démarrage de la MINUSMA et de la MINUSCA
	58	Dispositifs de visioconférence
Gestion à distance des éléments de l'infrastructure du réseau longue distance du Département de l'appui aux missions et du Département des opérations de maintien de la paix à l'extérieur du Centre de services mondial : 174 routeurs, 20 commutateurs, 2 pare-feux, 40 accélérateurs de réseau longue distance et 45 dispositifs pour visioconférences	166	Routeurs
	60	Commutateurs
		Chiffre supérieur aux prévisions en raison du démarrage de la MINUSMA et de la MINUSCA
	2	Pare-feux
	40	Accélérateurs de réseau longue distance et 325 dispositifs pour visioconférences à l'extérieur du Centre
		Chiffre supérieur aux prévisions, les services ayant été assurés à un plus grand nombre de sites, en vue de la mise en service d'Umoja
Exploitation, assistance et maintenance couplées pour 81 lignes téléphoniques E1 reliant les missions entre elles, 70 lignes téléphoniques E1 commerciales, 17 lignes louées et 2 liaisons Internet à haut débit	86	Lignes téléphoniques E1 reliant les missions entre elles
	73	Lignes téléphoniques commerciales E1
	32	Lignes louées
		Chiffre supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation de la demande des missions
	2	Connexions Internet à haut débit

Mise au point et intégration d'une nouvelle source d'énergie ne libérant pas de carbone, permettant d'assurer l'alimentation du système mobile de télécommunication déployable	Oui	Source d'énergie mise au point et affectée à la MINUSMA
Planification, conception, exploitation et gestion de l'infrastructure physique, y compris le réseau et les serveurs, nécessaire à l'hébergement de deux systèmes intégrés et de leur raccordement à Umoja	2	Intégration des systèmes à Umoja
Service de l'appui à la Base		
Prestation de services de gestion et d'appui administratif à un effectif de 424 civils, à 3 employés du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies, à 14 fonctionnaires de la MANUL, à 70 vacataires et à 55 consultants	387	Civils
	3	Employés du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies
	15	Personnel de la MANUL
	39	Vacataires Chiffre inférieur aux prévisions en raison d'un recours plus large aux engagements temporaires
	60	Consultants
Coordination de 250 activités d'apprentissage regroupant 3 000 participants	314	Activités d'apprentissage regroupant 4 327 participants Chiffre supérieur aux prévisions, le nombre de cours de formation sur Umoja et le nombre d'activités organisées par des entités extérieures étant également supérieurs aux prévisions
Organisation et gestion de 30 visites officielles	12	Visites officielles Chiffre inférieur aux prévisions, le nombre de demandes reçues étant également inférieur aux prévisions
Prestation de services médicaux aux membres du personnel civil du Centre de services mondial et aux personnes à leur charge, ainsi qu'aux stagiaires des Nations Unies	4 000	Personnes ayant bénéficié des services médicaux
Tenue de séances d'information médicale à l'intention de 400 nouvelles recrues du personnel civil participant à la formation préalable au déploiement	23	Séances d'information médicale à l'intention de 353 nouvelles recrues participant à la formation préalable au déploiement
Tenue de 6 séances d'information sur les infections sexuellement transmissibles et le VIH à l'intention de l'ensemble du personnel du Centre de services mondial	6	Séances d'information sur le VIH et les infections sexuellement transmissibles

Entretien de 58 bâtiments en dur et de 13 tentes (61 136 m ²), de 111 préfabriqués (conteneurs) et de 307 073 m ² de terrains non bâtis à Brindisi (zones vertes, surfaces cimentées et asphaltées, routes et aires de stationnement)	58	Bâtiments en dur (61 136 m ²)
	13	Tentes (7 215 m ²)
	111	Préfabriqués (conteneurs)
	307 073	Mètres carrés de terrains non bâtis à Brindisi (zones vertes, surfaces cimentées et asphaltées, routes et aires de stationnement)
Entretien de 10 bâtiments en dur (8 783 m ²), dont 3 bâtiments principaux et 7 bâtiments secondaires (pavillon d'entrée, entrepôt, dépôt d'ordures, cabine de contrôle, remise à outils et à pompes d'arrosage, local d'énergie contenant le centre de contrôle de section et des groupes électrogènes, et centrale électrique), et 34 717 m ² de terrains non bâtis, dont des aires de stationnement	10	Bâtiments en dur, dont 3 bâtiments principaux et 7 bâtiments secondaires (8 783 m ²)
	34 717	Mètres carrés de terrains non bâtis, dont des aires de stationnement
Exploitation du parc de véhicules opérationnels du Centre de services mondial, qui comprend 127 véhicules à Brindisi et 5 véhicules à Valence	127	Véhicules à Brindisi
	5	Véhicules à Valence

Bureau du Directeur

Bureau régional de la sécurité aérienne

Réalisation de 9 visites de contrôle de la sécurité aérienne à l'UNFICYP, la FINUL et la MANUI (3 visites dans chaque)	9	Visites de contrôle de la sécurité aérienne
Organisation et réalisation de 2 exercices réels dans le cadre du plan d'intervention d'urgence en cas d'accident aérien à l'UNFICYP et à la FINUL	2	Exercices organisés et réalisés à l'UNFICYP L'exercice prévu à la FINUL a été reporté à l'exercice budgétaire actuel.
Élaboration et mise en œuvre d'une interface Web en vue d'automatiser les procédures de gestion des risques liés aux opérations aériennes sur les sites de la MANUI, de l'UNFICYP, de la FINUL et au Centre de services mondial	Non	Le projet a dû être modifié pour des raisons techniques et le module de base de collecte de données a été achevé en juin 2014. L'élaboration et la mise en œuvre s'échelonneront sur une période de deux à trois ans.
Élaboration et mise en œuvre d'un portail Web équipé d'outils électroniques de programmation en matière de sécurité aérienne et de modules d'autoformation destinés à toutes les missions	Non	En raison d'une réaffectation des ressources, des guides sur le suivi des procédures relatives à l'assurance qualité des dispositifs de sécurité ont été établis et publiés. Les activités d'élaboration se poursuivront pendant l'exercice actuel.

Sécurité

Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à Brindisi et à Valence	Oui	Les services de sécurité sont assurés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.
---	-----	--

Groupe du Conseil central de contrôle pour le personnel des missions

Vérification des références de 1 250 candidats présélectionnés pour des postes au sein des opérations de maintien de la paix	2 259	Candidats dont les références ont été vérifiées Chiffre supérieur aux prévisions, l'arriéré ayant été résorbé
Traitement de 1 300 demandes d'indemnité pour frais d'études	2 634	Demandes d'indemnité pour frais d'études traitées Chiffre supérieur aux prévisions, le nombre de demandes reçues ayant été plus élevé que prévu
Approbation de l'inscription sur la liste de candidats par les organes centraux de contrôle de 1 250 candidats pour le personnel des missions	2 222	Candidats dont l'inscription sur la liste de candidats a été approuvée Chiffre supérieur aux prévisions, le nombre de candidatures présentées ayant été plus élevé que prévu

Groupe de la gestion des marchés des missions

Établissement de 2 contrats types pour l'achat de marchandises ou de services destinés aux missions	Oui	Des conseils ont été donnés sur les contrats-cadre existants et sur les contrats types en cours d'élaboration
Établissement de 1 modèle de cahier des charges et de conditions à respecter pour l'achat de marchandises ou de services destinés aux missions	1	Modèle
Organisation d'une conférence à l'intention du personnel chargé de la gestion des marchés relatifs aux opérations sur le terrain	1	Conférence à l'intention du personnel chargé de la gestion des marchés relatifs aux opérations sur le terrain
Mise en place et maintenance d'un réseau en ligne de spécialistes de la gestion des marchés à l'intention du personnel des missions	Oui	Mise en place et maintenance d'un réseau en ligne avec 330 membres
Conseils sur les pratiques et les principes en matière de gestion des marchés au moyen de 18 vidéoconférences organisées avec les missions	19	Vidéoconférences organisées avec les missions

Mise en œuvre des normes IPSAS et du progiciel Umoja

Appui à la mise en œuvre des normes IPSAS, notamment réorganisation des processus métier pour les mettre en conformité avec elles, actualisation des procédures opérationnelles permanentes des missions pour respecter les critères d'application des normes IPSAS, et formation de l'ensemble du personnel du Centre de services mondial affecté aux finances, au budget et à la gestion des biens	Oui	Les soldes d'ouverture conformes aux normes IPSAS ont été présentés en juillet 2013 et 8 procédures opérationnelles permanentes ont été établies ou modifiées pour refléter la réorganisation des processus métier et appliquer les normes IPSAS. Tout le personnel concerné a été formé (1 042 formations par modules en ligne et 137 fonctionnaires formés par un spécialiste)
--	-----	--

Appui à la mise en œuvre du progiciel Umoja, notamment analyses de la qualité des données de l'ancien système et nettoyage de ces données au Centre de services mondial

Oui La mise en œuvre du progiciel de gestion intégré Umoja a progressé grâce à l'appui à la mise en service d'Umoja dans le groupe 2, à l'organisation de cours de formation des formateurs et à un soutien technique sur demande.

Réalisation escomptée 1.2 : Amélioration du déploiement rapide dans les missions tout au long de leur cycle de vie, comme prescrit par le Siège

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.2.1 Mise en place des lots de services dans les zones des missions dans les 90 jours suivant l'émission des instructions du Siège au Centre de services mondial

Objectif atteint. Tous les stocks pour déploiement stratégique demandés ont été envoyés dans les 90 jours.

1.2.2 Installation de liaisons de communications dans les 24 heures suivant l'arrivée, sur les lieux d'une nouvelle opération de maintien de la paix, du matériel et des spécialistes des technologies de l'information et des communications du Centre de services mondial

Sans objet. La MINUSCA a été la seule opération de maintien de la paix nouvellement créée pendant la période, mais les principales liaisons de communication étaient déjà établies grâce au BINUCA.

1.2.3 Recensement et mise en place des stocks pour déploiement stratégique et du matériel logistique propre à soutenir les équipes de démarrage et les premiers déploiements de militaires et de policiers, dans les 90 jours suivant l'émission des instructions du Siège destinées au Centre de services mondial

Objectif atteint. Les stocks pour déploiement stratégique ont été recensés et mis en place dans les 90 jours suivant la demande.

Produits prévus

Produit(s)

exécuté(s) :

oui/non

ou nombre

Observations

Service de la logistique

Déploiement dans les missions, sur demande, des équipes d'appui aux missions du Centre de services mondial

14 Équipes d'appui déployées dans les missions et bureaux suivants : BINUCA/MINUSCA, MINUSMA, MONUSCO, MANUA, Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), BINUCSIL, MINUL, BRENUAC, BRSAO, MANUL, Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA), Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve et ONUCI, ainsi qu'auprès du Centre de services régional d'Entebbe, de l'Organisation pour l'interdiction des armes

		chimiques et du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs
Déploiement de modules de services dans les missions, sur demande	9	Missions ont reçu des modules de services.
Réalisation des évaluations techniques des contrats de transport dans les 24 heures suivant leur réception	92	Pour cent des évaluations techniques ont été achevées dans les 24 heures suivant la réception, et les autres ont été achevées dans les 48 heures en raison de demandes de précisions.
Chargement des aéronefs dans les délais d'atterrissage et de décollage prédéfinis	26	Aéronefs ont été chargés dans les délais prévus.
Déploiement d'un géomodule pour déploiement rapide et du personnel chargé du Système d'information géographique dans les missions nouvelles ou élargies	1	Géomodule pour déploiement rapide a été déployé à la MINUSMA, ainsi que le personnel chargé du Système d'information géographique
Service de l'informatique et des communications		
Organisation de 2 exercices de déploiement à grande échelle à l'intention des spécialistes des technologies de l'information et des communications pour vérifier que le personnel chargé d'établir les liaisons de communication est prêt à être déployé dans les missions	2	Exercices de déploiement à grande échelle organisés à l'intention des spécialistes des technologies de l'information et des communications
Examen et entretien d'un minimum de 2 modules de déploiement logistique aéroporté pleinement opérationnels et prêts à être déployés dans les missions	2	Modules de déploiement logistique aéroporté ont fait l'objet d'un examen et d'un entretien réguliers et sont pleinement opérationnels et prêts à être déployés dans les missions.
Service de l'appui à la Base		
Appui administratif au déploiement de 87 membres du personnel dans diverses missions	55	Membres du personnel ont reçu un appui administratif. Chiffre inférieur aux prévisions, les demandes ayant été moins nombreuses que prévu
Appui administratif pour le recrutement, l'administration et les voyages de 25 consultants en services géospatiaux	34	Consultants en services géospatiaux ont reçu un appui administratif. Chiffre supérieur aux prévisions en raison des demandes de cartes supplémentaires reçues de la MONUSCO, de la MINUAD et de l'UNSOA

Réalisation escomptée 1.3 : Renforcement de la capacité des unités hébergées de prêter un appui en matière de maintien de l'ordre, d'état de droit et de formation aux missions de maintien de la paix et autres opérations sur le terrain

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
1.3.1 Augmentation du nombre de composantes police, nouvelles et existantes, des missions à recevoir un appui, et appui à la Division de la police (2012/13 : 6; 2013/14 : 13)	Objectif atteint. La Force de police permanente a été déployée pour aider 2 nouvelles missions et 24 missions existantes
1.3.2 Augmentation du nombre de missions d'évaluation (2012/13 : 0; 2013/14 : 4)	Objectif atteint. Participation à 4 missions d'évaluation
1.3.3 Renforcement des échanges avec les composantes police ou les experts des missions pour mieux préparer la mise en place des services (2012/13 : 6; 2013/14 : 8)	Objectif atteint. La Force de police permanente a mené les activités suivantes : 2 réunions interactives avec la MANUI et la MINUAD; participation à 5 conférences internationales regroupant les responsables de la Police des Nations Unies dans les missions; participation à 1 conférence regroupant les chefs des composantes police; et participation à 3 conférences relatives au cadre d'orientation stratégique. En outre, une assistance a été apportée de manière continue à 5 missions (MINUSMA, MINUSTAH, MANUA, FISNUA et MANUSOM) grâce à des équipes d'aide à distance.
1.3.4 Augmentation du nombre de composantes judiciaires et pénitentiaires nouvelles et existantes dans les missions à bénéficier d'un appui (2011/12 : 3; 2012/13 : 6; 2013/14 : 8)	Objectif atteint. Un appui a été apporté à 9 composantes judiciaires et pénitentiaires nouvelles et existantes dans les missions.
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations</i>

Force de police permanente

Réalisation de 6 missions d'assistance d'une durée de 3 mois maximum auprès des composantes police des opérations de maintien de la paix existantes pour aider au renforcement des capacités des services de maintien de l'ordre nationaux	24	Missions d'assistance Chiffre supérieur aux prévisions en raison des demandes supplémentaires reçues
Création et renforcement des composantes police de 2 missions de taille moyenne nouvelles ou élargies	2	Missions
Fourniture d'un appui à la Division de la police du Département des opérations de maintien de la paix pour l'aider à donner suite à 5 rapports d'examen ou d'évaluation	7	Rapports d'examen ou d'évaluation mis en œuvre pour aider la Division de la police Chiffre supérieur aux prévisions en raison des demandes supplémentaires reçues

Participation à 11 programmes de perfectionnement visant à renforcer les compétences des membres de la Force de police permanente avant leur déploiement dans les missions	25	Programmes de perfectionnement Chiffre supérieur aux prévisions en raison des demandes de participation supplémentaires reçues
Réalisation de 4 missions d'évaluation auprès des composantes police des missions de maintien de la paix, des missions politiques spéciales et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies	4	Missions d'évaluation auprès des composantes police
Participation aux conférences annuelles de l'Organisation internationale de police criminelle et de l'Association internationale de chefs de police	4	Participation à 4 conférences internationales sur des questions de police
Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires		
Fourniture aux nouvelles missions qui le demandent de capacités de démarrage, pendant 3 mois au moins	6	Fourniture de capacités de démarrage à la MANUSOM, à la MINUSMA (2) et à la MINUSCA (3)
Conseils techniques sur les questions judiciaires et pénitentiaires donnés à 2 missions existantes	8	Missions : BINUCA, MINUSTAH, MONUSCO (2), MANUA, MANUL et ONUCI (2)
Réalisation de 2 missions d'évaluation destinées à aider les composantes judiciaires et pénitentiaires des missions	2	Missions d'évaluation auprès de la FISNUA et de la MANUSOM
Campagne d'information sur les activités du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires par la publication de 1 article par trimestre sur l'intranet de l'ONU, de 1 article dans le magazine <i>Corrections Update</i> et de 1 article dans le magazine <i>Justice Update</i>	1 1 3	Article publié sur l'intranet de l'ONU Lettre d'information Articles publiés dans les magazines <i>Justice Update</i> et <i>Corrections Update</i>
Élaboration et publication de 2 rapports de fin de mission	7	Rapports de fin de mission : MINUSCA, MINUSMA (2), MONUSCO, ONUCI, MANUL, MANUSOM
Participation du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires à une conférence internationale portant sur les questions pénitentiaires	1	Participation aux réunions et à 1 atelier des responsables des composantes judiciaire et pénitentiaire
Service intégré de formation		
Formation préalable au déploiement sur le terrain dispensée à 400 civils devant être déployés	353	Membres du personnel civil ont reçu une formation préalable au déploiement.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	20 965,4	21 337,3	(371,9)	(1,8)
Personnel recruté sur le plan national	20 759,2	22 058,1	(1 298,9)	(6,3)
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	406,4	614,7	(208,3)	(51,3)
Total partiel	42 131,0	44 010,1	(1 879,1)	(4,5)
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	688,9	315,1	373,8	54,3
Voyages	1 189,2	982,0	207,2	17,4
Installations et infrastructures	7 808,3	7 529,9	278,4	3,6
Transports terrestres	569,4	559,0	10,4	1,8
Transports aériens	—	—	—	—
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Communications	6 834,8	4 851,8	1 983,0	29,0
Informatique	7 885,9	8 841,0	(955,1)	(12,1)
Santé	359,3	218,1	141,2	39,3
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	1 050,2	1 189,2	(139,0)	(13,2)
Projets à effet rapide	—	—	—	—
Total partiel	26 386,0	24 486,1	1 899,9	7,2
Total brut	68 517,0	68 496,2	20,8	0,0
Recettes provenant des contributions du personnel	5 916,4	6 436,1	(519,7)	(8,8)
Total net	62 600,6	62 060,1	540,5	0,9
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	68 517,0	68 496,2	20,8	0,0

B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

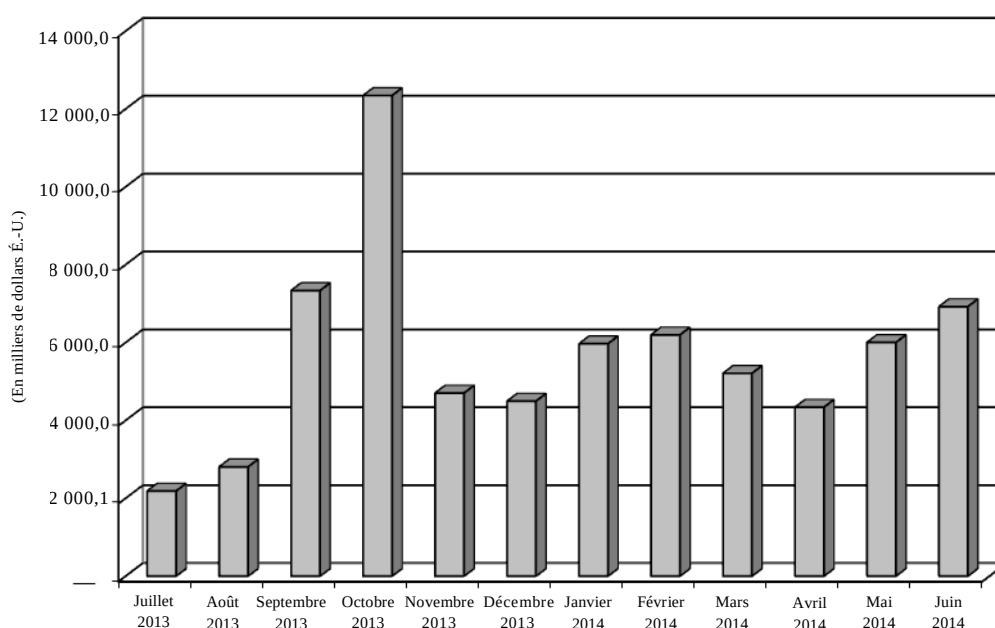
(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
II. Personnel civil	42 131	1 883	44 014
III. Dépenses opérationnelles	26 386	(1 883)	24 503
Total	68 517	–	68 517
Pourcentage de réaffectations			2,7

16. La réaffectation des ressources de la rubrique des Dépenses opérationnelles à celle du Personnel civil visait principalement à couvrir une partie des dépenses supplémentaires liées à un taux d'occupation des postes plus élevé que prévu et aux conséquences de la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro.

C. Évolution des dépenses mensuelles

(En milliers de dollars des États-Unis)



17. L'accroissement des dépenses enregistrées en septembre 2013 est imputable à l'augmentation des dépenses communes de personnel liée au versement de l'indemnité pour frais d'études au personnel recruté sur le plan international. L'accroissement enregistré en octobre 2013 est dû à l'augmentation du nombre d'engagements souscrits préalablement à la période de migration vers Umoja et en prévision d'éventuels retards dans les achats.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Revenu des investissements	304,5
Produits divers	1 265,6
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	263,6
Total	1 833,7

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Mémorandum d'accord ^a	4 267,3
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—
Total	4 267,3

^a Valeur des bâtiments à usage de bureaux, ateliers, entrepôts et terrains non bâtis mis à la disposition de l'ONU par le Gouvernement italien (3 320 700 dollars) et des bâtiments à usage de bureaux, bâtiments fonctionnels et terrains non bâtis mis à la disposition de l'ONU par le Gouvernement espagnol (946 600 dollars).

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>
Personnel recruté sur le plan international	(371,9) (1,8 %)

18. Le dépassement de crédits tient principalement au fait que le taux effectif de vacance de postes (12,3 %) a été inférieur aux prévisions budgétaires (17 %). Ce dépassement a partiellement été compensé par le fait que les dépenses communes de personnel effectives ont été moins élevées que prévu.

	<i>Écart</i>
Personnel recruté sur le plan national	(1 298,9) (6,3 %)

19. Le dépassement de crédits tient principalement : a) aux conséquences de la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro; et b) au fait que le taux de vacance de postes a été inférieur aux prévisions (4,9 % contre 6 %).

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(208,3)	(51,3 %)

20. Le dépassement de crédits tient principalement : a) au fait que les dépenses liées au remplacement de membres du personnel en congé de maternité ou de paternité ou en congé de maladie de longue durée ont été plus élevées que prévu; et b) au fait que les dépenses nécessaires à la mise en service d'Umoja dans les missions ont également été supérieures aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
Consultants	373,8	54,3 %

21. L'existence d'un solde inutilisé est surtout imputable : a) au fait que les dépenses qui étaient inscrites à la rubrique Consultants le sont désormais à la rubrique Fournitures, services et matériel divers, conformément au nouveau plan comptable; et b) à l'annulation de plusieurs sessions de formation technique en raison de l'indisponibilité du personnel, elle-même due à des besoins opérationnels plus élevés que prévu.

	<i>Écart</i>	
Voyages	207,2	17,4 %

22. L'existence d'un solde inutilisé est surtout imputable : a) à la décision de recourir davantage à la vidéoconférence et à la téléconférence en vue de réduire, chaque fois que possible, le nombre de voyages (Bureau du Directeur et unités hébergées, entre autres), compte tenu de la nécessité de revoir l'ordre de priorité des activités d'appui à la mise en place de la MINUSCA; et b) à l'organisation de l'atelier d'informatique à l'intention des dirigeants à Brindisi et non au Centre de services régional d'Entebbe, comme initialement prévu.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	278,4	3,6 %

23. L'existence d'un solde inutilisé s'explique principalement par le fait que les exigences minimales en matière de services d'entretien ont été revues à la baisse, compte tenu de la nécessité de revoir l'ordre de priorité des activités et des projets afin de couvrir les dépenses au titre du personnel civil, qui ont été plus élevées que prévu.

	<i>Écart</i>	
Communications	1 983,0	29,0 %

24. L'existence d'un solde inutilisé tient principalement : a) au fait que les exigences minimales en matière de services d'entretien ont été revues à la baisse, et que l'utilisation des stocks de matériel de télécommunications a pris le pas sur l'acquisition de pièces de rechange et d'appareils nouveaux, compte tenu de la nécessité de revoir l'ordre de priorité des activités et des projets afin de couvrir les

dépenses au titre du personnel civil, qui sont plus élevées que prévu; et b) au fait que les dépenses qui étaient inscrites à la rubrique Communications le sont désormais à la rubrique Informatique, conformément au nouveau plan comptable.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(955,1)	(12,1 %)

25. Le dépassement de crédits tient principalement : a) au fait que les dépenses qui étaient inscrites à la rubrique Communications le sont désormais à la rubrique Informatique, conformément au nouveau plan comptable; et b) au fait que les frais de stockage de matériel sont plus élevés que prévu en raison du retard accumulé dans l'établissement du contrat de location en vue du stockage des données.

	<i>Écart</i>	
Santé	141,2	39,3 %

26. L'existence d'un solde inutilisé s'explique essentiellement par le fait que le nombre de consultants engagés a été moins élevé que prévu en raison de retards dans les formalités d'entrée en fonctions.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(139,0)	(13,2 %)

27. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) des pertes dues aux fluctuations des taux de change, du fait de la différence entre les taux pratiqués par les banques privées et le taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU; et b) le fait que les dépenses qui étaient inscrites à la rubrique Consultants le sont désormais à la rubrique Fournitures, services et matériel divers, conformément au nouveau plan comptable. Le dépassement de crédits est partiellement compensé par le fait que le montant versé à l'armée de l'air italienne en contrepartie de l'utilisation de ses locaux a été moins élevé que prévu.

V. Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

Ressources financières

28. Le montant total des fonds affectés aux stocks pour déploiement stratégique pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 est de 96,4 millions de dollars, dont 72,3 millions de dollars correspondant au solde des fonds de l'exercice précédent, 23,7 millions de dollars correspondant à la valeur de remplacement du matériel issu des stocks pour déploiement stratégique transféré à des missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales, et 0,3 million de dollars correspondant à d'autres recettes et ajustements.

29. La valeur de remplacement du matériel transféré aux missions et les mouvements de fonds relatifs aux stocks pour déploiement stratégique sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Reconstitution des stocks pour déploiement stratégique

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014)

<i>Destination</i>	<i>Montant</i>
Opérations de maintien de la paix	
Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	444,3
Force intérimaire des Nations Unies au Liban	71,0
Base de soutien logistique des Nations Unies	270,7
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud	1 623,6
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	14 885,6
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire	177,2
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	34,2
Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti	297,7
Total partiel	17 804,3
Missions politiques spéciales, missions de consolidation de la paix et autres bénéficiaires	
Département de la sûreté et de la sécurité en République arabe syrienne	52,7
Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen	3,6
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques	1 803,6
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	322,6
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine	1 925,1
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	1 740,4
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	47,9
Total partiel	5 895,9
Valeur totale de remplacement du matériel transféré aux missions au cours de l'exercice	23 700,2

Mouvements de fonds relatifs aux stocks pour déploiement stratégique et catégories de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014)

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Solde reporté de l'exercice 2012/13	72 341,4
Valeur de remplacement du matériel transféré aux missions au cours de l'exercice 2013/14	23 700,2
Autres recettes et ajustements de l'exercice 2013/14	333,7
Valeur totale	96 375,3

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Solde reporté à l'exercice 2014/15	45 611,5
Dépenses de 2013/14	50 799,0
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	(35,2)
Dépenses totales	96 375,3
Catégorie de dépenses	
Installations et infrastructures	14 359,0
Transports terrestres	27 776,0
Transports aériens ^a	2 468,8
Transports maritimes ou fluviaux ^b	1 718,7
Communications	1 098,5
Informatique	1 551,8
Santé	396,6
Fournitures, services et matériel divers	1 429,6
Dépenses totales	50 799,0

^a Acquisition de matériel pour le service au sol des aérodromes, qui était précédemment inscrite à la rubrique Transports terrestres (changement de rubrique lié à Umoja).

^b Acquisition de conteneurs marins, qui était précédemment inscrite à la rubrique Installations et infrastructures (changement de rubrique lié à Umoja).

VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

30. En ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014, soit 20 800 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2014, qui s'élèvent à 1 833 700 dollars, provenant d'intérêts créditeurs (304 500 dollars), de produits divers (1 265 600 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (263 600 dollars).